

# PREMIÈRES SYNTHÈSES

## ACTIVITÉ ET CHÔMAGE DES FEMMES : ÉVOLUTIONS RÉCENTES

Depuis les années soixante, le taux d'activité féminin n'a cessé de croître en France : la part des femmes dans l'emploi augmente continûment, en particulier dans le secteur public. Mais elles sont également davantage touchées par le chômage ou sous-employées.

Au cours de l'année 1994, le chômage féminin a continué à augmenter, alors que le chômage masculin amorçait sa décrue dès l'été. Les femmes bénéficient donc moins, conjoncturellement, de la reprise de l'activité économique. En effet, en période de reprise, les secteurs les plus sensibles à la conjoncture font appel à une main-d'oeuvre plutôt masculine. Sur plus longue période, on constate également la persistance d'un haut niveau de chômage féminin en dépit de l'importance des créations d'emplois dans les secteurs tertiaires. En particulier, les jeunes femmes ont toujours plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail, alors que leur niveau de formation continue à progresser.

Au milieu des années soixante, guère plus de quatre femmes sur dix étaient présentes sur le marché du travail parmi les 25-50 ans; en 1994, elles sont huit sur dix. L'arbitrage des femmes entre travail salarié et travail domestique penche donc très nettement au profit du premier. Les taux d'activité sont bien sûr les plus forts pour les femmes non mariées (divorcées, conjointes ou célibataires) mais c'est pour les femmes mariées qu'ils ont le plus augmenté, même dans les périodes de basse conjoncture.

Cette progression de l'activité professionnelle des femmes s'est traduite par plus d'emplois (3 millions de créations nettes en 30 ans, c'est-à-dire pratiquement la totalité des créations d'emplois), mais aussi plus de chômage. Côté emploi, deux grandes tendances se dégagent de ce mouvement de forte féminisation : d'une part un accès plus fréquent des femmes aux emplois à responsabilité, que justifie l'élévation



considérable de leur niveau de formation initiale; d'autre part le maintien du caractère sexué du marché du travail pour les emplois les moins qualifiés : 30 % des femmes actives occupées travaillent dans des professions féminisées à plus de 85 %. Plus du quart de ces emplois féminins sont à temps partiel, soit deux fois plus qu'au début des années soixante-dix.

### Les femmes bénéficient moins de la reprise économique que les hommes

Le chômage touche plus les femmes que les hommes et ceci s'accuse encore en 1994 : le ralentissement de la progression du chômage enregistré cette année-là recouvre en effet des réalités différentes pour les hommes et les femmes. L'amélioration de la situation économique qui s'esquisse bénéficie plus aux premiers qu'aux secondes. Le chômage masculin baisse ainsi de 1,6 % tandis que celui des femmes continue de progresser (+ 3,3 %) (tableau 1). Ceci illustre le fait que l'emploi féminin est moins sensible aux mouvements de la conjoncture que l'emploi masculin. Lors de la reprise de 1987-1990, le même mouvement avait déjà été enregistré, alors qu'entre 1991 et 1993, période difficile pour l'emploi, le chômage masculin s'était rapproché de celui des femmes, le nombre de demandeurs d'emploi dépassant même celui des demandeuses du début de 1993 au milieu de 1994 (graphique 1).

Au total, en décembre 1994, les femmes représentent plus de la moitié des demandeurs d'emploi de catégorie 1 (51 %). Leur taux de chômage, au sens du BIT, s'établit à cette date à 14,6 %, supérieur de 4 points à celui des hommes.

Le taux de chômage est particulièrement élevé pour les femmes de moins de 25 ans. Il atteint, fin 1994, 29,5 %, soit 8 points de plus que

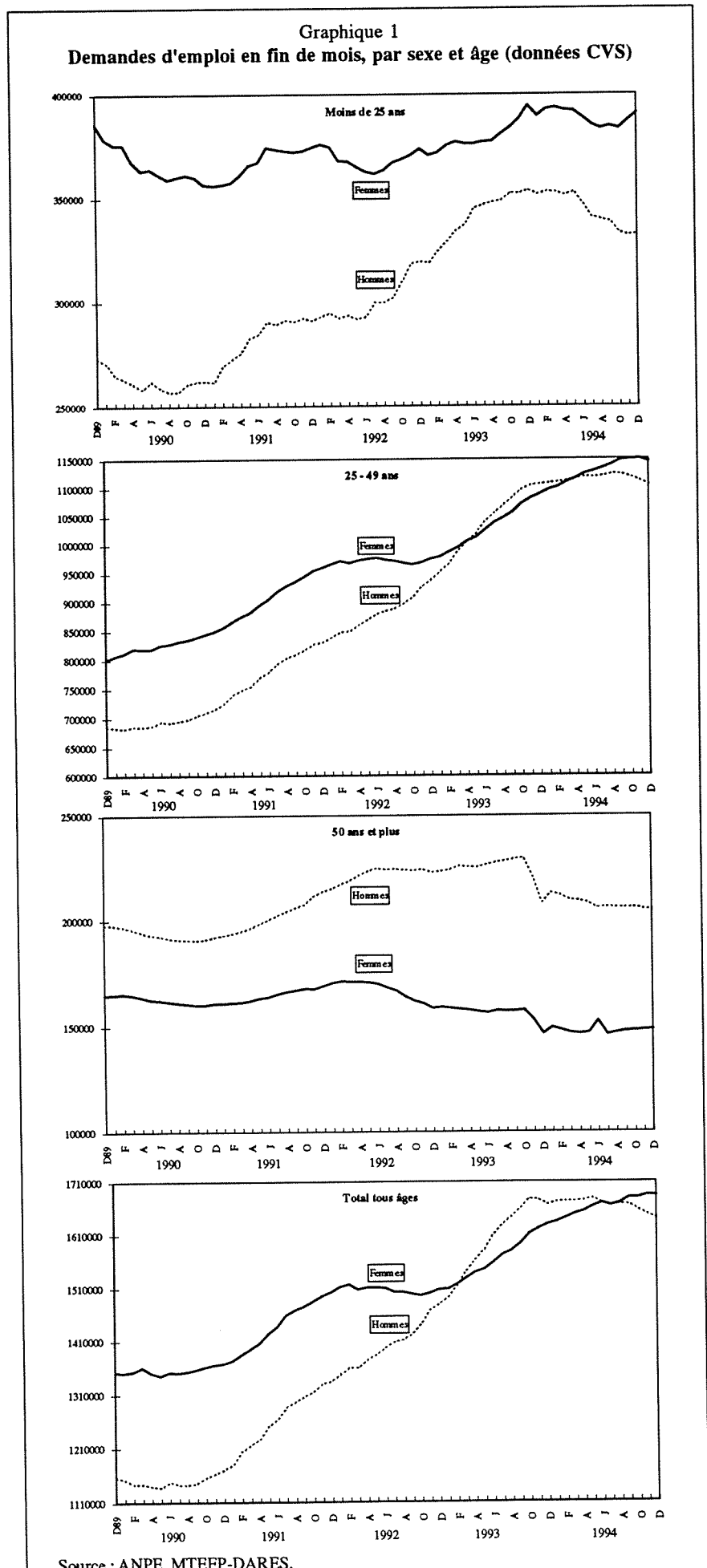


Tableau 1  
LE CHOMAGE SELON LE SEXE ET L'AGE (données CVS)

	HOMMES				FEMMES				Ensemble
	15-24 ans	25-49 ans	+ de 49 ans	Total	15-24 ans	25-49 ans	+ de 49 ans	Total	
<b>Taux de chômage au sens du BIT (en %) :</b>									
Déc-92 .....	17,9	7,9	7,3	9,1	25,1	12,0	8,5	13,1	10,9
Déc-93 .....	21,4	9,7	7,9	10,8	28,4	13,3	8,7	14,4	12,4
Déc-94 .....	21,2	9,7	7,9	10,6	29,5	13,6	8,5	14,6	12,4
<b>DEFM :</b>									
Déc-92 .....	319300	937000	222700	1479000	373800	974800	158600	1507200	2986200
Déc-93 .....	353800	1104900	208000	1666700	394600	1088500	146400	1629500	3296200
Déc-94 .....	332300	1103400	204400	1640100	390900	1144400	148300	1683600	3323700
<b>Evolutions annuelles (en %) :</b>									
93/92 .....	10,8	17,9	-6,6	12,7	5,6	11,7	-7,7	8,1	10,4
94/93 .....	-6,1	-0,1	-1,7	-1,6	-0,9	5,1	1,3	3,3	0,8

Source : INSEE et ANPE.

celui des jeunes hommes. Pour ces derniers, les demandes d'emploi sont inférieures de 6 % à ce qu'elles étaient un an plus tôt alors que la baisse du chômage des jeunes femmes n'atteint pas 1 %. Le développement des formations en alternance peut expliquer en partie cet écart d'évolution entre les sexes. Les contrats d'apprentissage, en particulier, qui concernent nettement plus de garçons que de filles, progressent de 25 % au cours de l'année 1994.

Les parcours d'insertion professionnelle des jeunes après leur sortie du système éducatif diffèrent selon le sexe. Selon l'enquête complémentaire à l'enquête emploi de mars 1992, 41 % des femmes de moins de 30 ans avaient déjà connu une ou plusieurs périodes de chômage, contre 36 % des hommes du même âge. La situation des jeunes femmes est particulièrement difficile dans l'année qui suit la fin de leurs études. En mars 1994, plus d'un tiers de celles qui ont quitté le système scolaire en 1993 est au chômage. Ce taux est beaucoup moins élevé pour les garçons. Certes, un tiers d'entre eux remplissent leurs obligations militaires à cette période, mais si on élimine ce facteur, le chômage des garçons reste inférieur à celui des filles. Deux ans

après la fin des études, la proportion de jeunes chômeurs rejoint celle des chômeuses aux alentours de 25 %. Enfin, après 5 ans, l'orientation de certaines femmes vers la vie familiale se fait sentir. La part des chômeurs est identique pour les deux sexes (17 %) mais l'inactivité explique la différence entre les taux d'emploi, qui sont de 77 % pour les hommes et de 70 % pour les femmes.

### Le diplôme semble moins bien protéger du chômage les filles que les garçons

A court terme donc et en moyenne, les jeunes femmes se retrouvent plus souvent au chômage que les jeunes hommes. Mais les écarts sont encore plus accusés à niveau de formation donné, aux plus bas niveaux comme au niveau du baccalauréat ou même aux niveaux supérieurs. Le diplôme, qui a toujours représenté une protection contre le chômage, intervient donc plus efficacement pour les garçons que pour les filles lors de leur insertion professionnelle, mais cet avantage s'accompagne souvent d'un décalage plus grand entre niveau de formation et position occupée dans l'emploi, ou d'un statut d'emploi plus précaire.

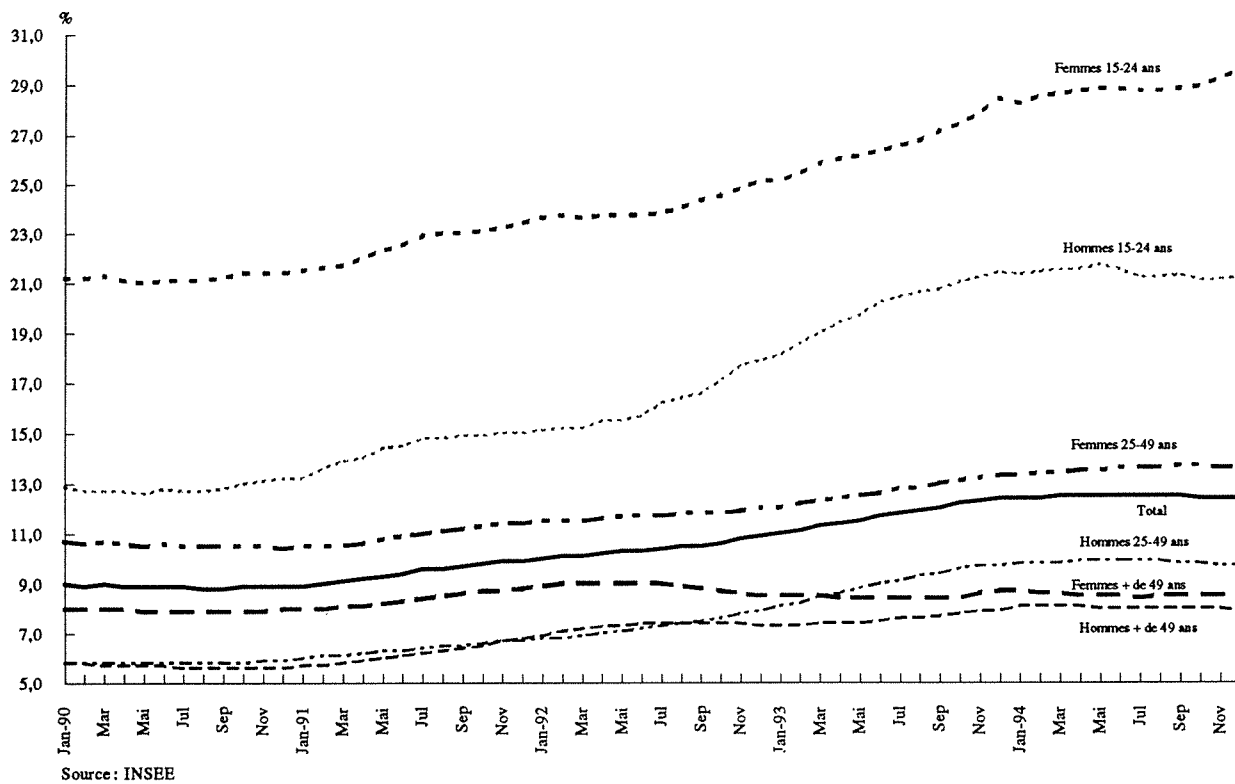
Cette différence entre jeunes femmes et jeunes hommes est indirectement confirmée par les données de chômage enregistré : fin 1994, parmi les moins de 30 ans inscrits à l'ANPE, la part des plus diplômés (c'est-à-dire ayant au moins le diplôme du baccalauréat) est plus importante pour les femmes (36 %) que pour les hommes (26 %), ce qui va au-delà de l'écart de niveau de formation entre jeunes actives et jeunes actifs.

Aux âges plus élevés, niveaux et évolutions 1994 du chômage masculin et du chômage féminin jouent également en défaveur des femmes : moins de 10 % des actifs de 25 à 50 ans sont au chômage fin 1994 comme fin 1993, contre près de 14 % des actives du même âge (+ 5 % en an) (graphique 2).

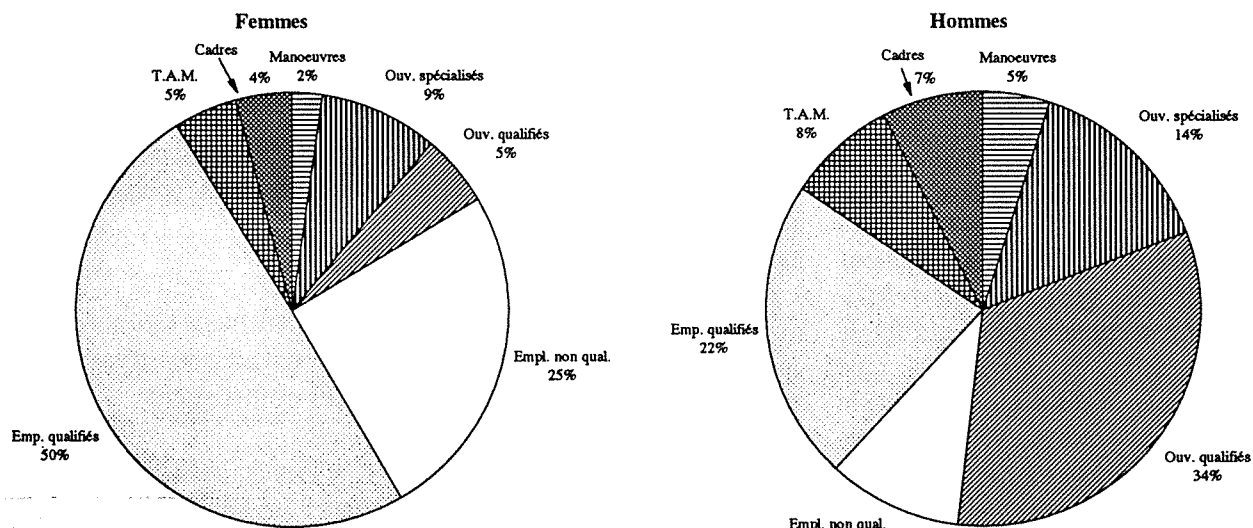
### Le chômage concerne surtout les employées des services et des commerces

Trois quarts des femmes inscrites à l'ANPE recherchent un poste d'employée (graphique 3). Cette proportion est stable, tandis que les techniciennes-agents de maîtrise et les cadres sont de plus en plus présentes : entre décembre

Graphique 2  
Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe et l'âge (données CVS)



Graphique 3  
Répartition des demandeurs et demandeuses d'emploi par qualification, fin décembre 1994



Source : ANPE.

1993 et décembre 1994, le chômage des premières progresse de 13,2% et celui des cadres de 5,5 %. L'amélioration connue par cette dernière catégorie a donc uniquement profité aux hommes.

De même que l'emploi, le chômage féminin demeure essentiellement concentré dans le secteur tertiaire. Le commerce et surtout les services marchands alimentent particulièrement le chômage des femmes. En revanche, la part des services non marchands dans les entrées de femmes à l'ANPE est relativement faible par rapport à leur situation dans la population active occupée.

Par rapport à 1993, les inscriptions à l'ANPE diminuent quel que soit le secteur d'activité antérieure du demandeur d'emploi. La baisse est plus forte dans le domaine industriel que dans le tertiaire. Elle est généralement plus marquée pour les hommes que pour les femmes (graphique 4). Deux exceptions notables cependant, pour des secteurs où les flux d'inscriptions au chô-

mage reculent plus pour ces dernières : il s'agit des services non marchands et des commerces, secteurs où les chômeuses sont par ailleurs nettement plus nombreuses que les chômeurs.

### Le chômage féminin est principalement alimenté par les fins de contrat à durée déterminée

Les femmes, plus exposées que les hommes à la précarité de l'emploi, s'inscrivent principalement à l'ANPE à la suite de la fin d'un CDD (38 %) (tableau 2). Chez les moins de 25 ans, les premières entrées sur le marché du travail alimentent également le chômage des femmes plus que celui des hommes (34 % des inscriptions des filles, contre 27 % pour les garçons). Entre 1993 et 1994, la part de ces premières entrées a légèrement augmenté. En revanche, l'Agence enregistre nettement moins de licenciements en 1994. Mais quelle que soit la tranche d'âge des intéressés,

cette baisse profite plus aux hommes qu'aux femmes. Les reprises d'activité à l'issue d'une période d'interruption de la vie professionnelle restent une cause mineure d'inscription à l'ANPE et elles concernent presque autant les hommes que les femmes (5,9 % contre 6,4 %).

### Plus de chances de retrouver un emploi pour les hommes

Depuis la fin de 1993, la reprise économique semble bénéficier davantage aux hommes. Les sorties de l'ANPE pour reprise d'emploi progressent de 12,8 % pour les hommes et de seulement 3,3 % pour les femmes. En revanche, les femmes entrent un peu plus fréquemment en stage que les hommes et, pour les 25-49 ans, sont relativement plus nombreuses à cesser de rechercher un emploi.

Fin 1994, 37,4 % des demandeuses d'emploi sont inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an, contre 35,4 % de leurs homologues

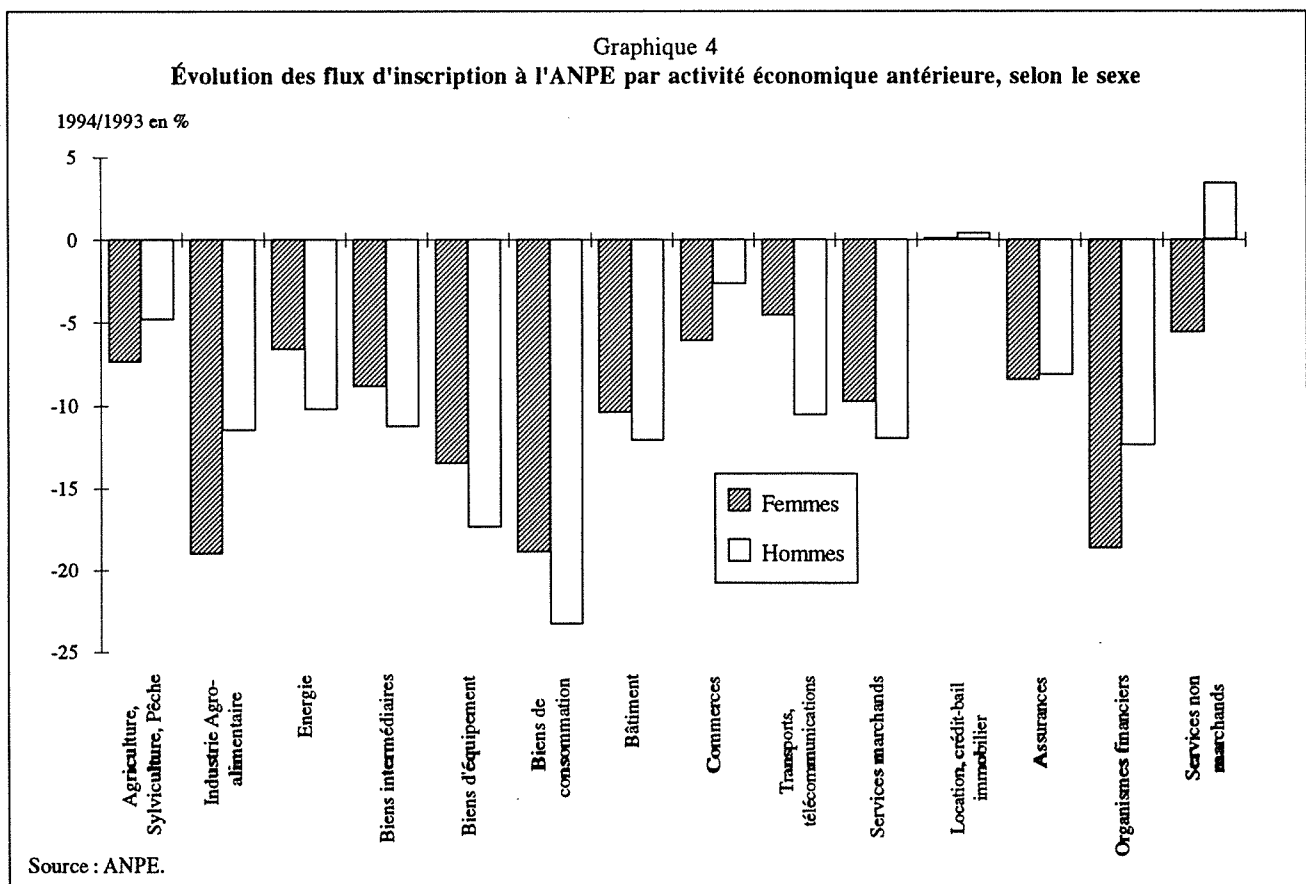


Tableau 2  
Entrées et sorties féminines de l'ANPE par motif en 1992, 1993 et 1994

	1992	1993	93/92 (en %)	Structure 1993 en % du total	1994	94/93 (en %)	Structure 1994 en % du total
<i>Flux d'entrées à l'ANPE faisant suite à :</i>							
Licenciement économique .....	217287	235567	8,4	11,6	199064	-15,5	9,9
Autre licenciement .....	150357	140228	-6,7	6,9	129399	-7,7	6,4
Fin de CDD .....	821361	805734	-1,9	39,8	770429	-4,4	38,4
Fin de mission d'intérim .....	67625	50821	-24,8	2,5	43731	-14,0	2,2
Démission .....	138408	110946	-19,8	5,5	95112	-14,3	4,7
Première entrée .....	303402	304544	0,4	15,0	316394	3,9	15,8
Reprise d'activité .....	163928	148287	-9,5	7,3	127793	-13,8	6,4
Autre cas .....	199993	230069	15,0	11,4	325325	41,4	16,2
<b>Ensemble .....</b>	<b>2062361</b>	<b>2026196</b>	<b>-1,8</b>	<b>100,0</b>	<b>2007247</b>	<b>-0,9</b>	<b>100,0</b>
<i>Flux de sorties de l'ANPE pour :</i>							
Reprise d'emploi .....	768998	690389	-10,2	39,9	713202	3,3	40,3
Entrée en stage .....	257413	227633	-11,6	13,2	223991	-1,6	12,7
Arrêt de recherche .....	191073	188143	-1,5	10,9	185862	-1,2	10,5
Radiation .....	566248	497661	-12,1	28,8	524388	5,4	29,7
Autre cas .....	165858	124462	-25,0	7,2	120731	-3,0	6,8
<b>Ensemble .....</b>	<b>1949590</b>	<b>1728288</b>	<b>-11,4</b>	<b>100,0</b>	<b>1768174</b>	<b>2,3</b>	<b>100,0</b>

Source : ANPE, données brutes trimestrielles cumulées, demandes de catégorie 1.

Entrées et sorties masculines de l'ANPE par motif en 1992, 1993 et 1994

	1992	1993	93/92 (en %)	Structure 1993 en % du total	1994	94/93 (en %)	Structure 1994 en % du total
<i>Flux d'entrées à l'ANPE faisant suite à :</i>							
Licenciement économique .....	325578	373832	14,8	18,4	295193	-21,0	14,7
Autre licenciement .....	261696	250895	-4,1	12,4	226936	-9,5	11,3
Fin de CDD .....	765569	773490	1,0	38,2	763653	-1,3	38,0
Fin de mission d'intérim .....	200806	161274	-19,7	8,0	129225	-19,9	6,4
Démission .....	128565	105922	-17,6	5,2	91302	-13,8	4,5
Première entrée .....	223845	242534	8,3	12,0	256473	5,7	12,8
Reprise d'activité .....	136076	134876	-0,9	6,7	118985	-11,8	5,9
Autre cas .....	203687	257784	26,6	12,7	368772	43,1	18,4
<b>Ensemble .....</b>	<b>2245822</b>	<b>2300607</b>	<b>2,4</b>	<b>113,5</b>	<b>2250539</b>	<b>-2,2</b>	<b>112,1</b>
<i>Flux de sorties de l'ANPE pour :</i>							
Reprise d'emploi .....	824004	788871	-4,3	45,6	890137	12,8	50,3
Entrée en stage .....	196844	206989	5,2	12,0	215226	4,0	12,2
Arrêt de recherche .....	162946	195080	19,7	11,3	187391	-3,9	10,6
Radiation .....	662181	631810	-4,6	36,6	682725	8,1	38,6
Autre cas .....	148460	117617	-20,8	6,8	114278	-2,8	6,5
<b>Ensemble .....</b>	<b>1994435</b>	<b>1940367</b>	<b>-2,7</b>	<b>112,3</b>	<b>2089757</b>	<b>7,7</b>	<b>118,2</b>

Source : ANPE, données brutes trimestrielles cumulées, demandes de catégorie 1.

masculins. Le chômage de longue durée a fortement progressé au cours de l'année 1994, et ceci de façon plus accusée encore pour les femmes (+ 16,4 % de fin 1993 à fin 1994) que pour les hommes (+ 11,9 %) (graphique 5). Il faut toutefois noter que l'écart entre les sexes s'était rétréci l'année précédente.

Enfin, rappelons un trait moins connu : le chômage féminin est plus développé dans les zones rurales et les agglomérations de petite taille (carte). Ainsi les disparités de taux de chômage entre hommes et femmes sont les plus fortes dans les ré-

gions de Poitou-Charentes et de Corse et les moins fortes en Ile-de-France.

### L'exception britannique

La croissance de l'activité féminine depuis 30 ans n'est pas spécifique à la France : en Europe, en Amérique du Nord, au Japon, les femmes sont de plus en plus actives professionnellement, qu'elles détiennent un emploi ou qu'elles en recherchent un. Et dans les pays où traditionnellement les taux d'activité étaient les plus bas (Europe du

Sud notamment), un mouvement de rattrapage s'est produit.

Dans les pays de la Communauté européenne (à 12), les taux de chômage féminins sont systématiquement plus élevés que les taux masculins à l'exception importante du Royaume-Uni où le chômage féminin est beaucoup moins répandu que le chômage masculin. Dans certains cas (Belgique, Espagne, Grèce, Italie), l'écart est très large. Dans d'autres cas comme en Irlande ou au Danemark, les différences sont plus réduites (tableau 3). Ces inégalités s'observent à tous les âges mais culminent pour les jeunes femmes.

Graphique 5  
Évolution du chômage de longue durée par sexe, âge et ancienneté

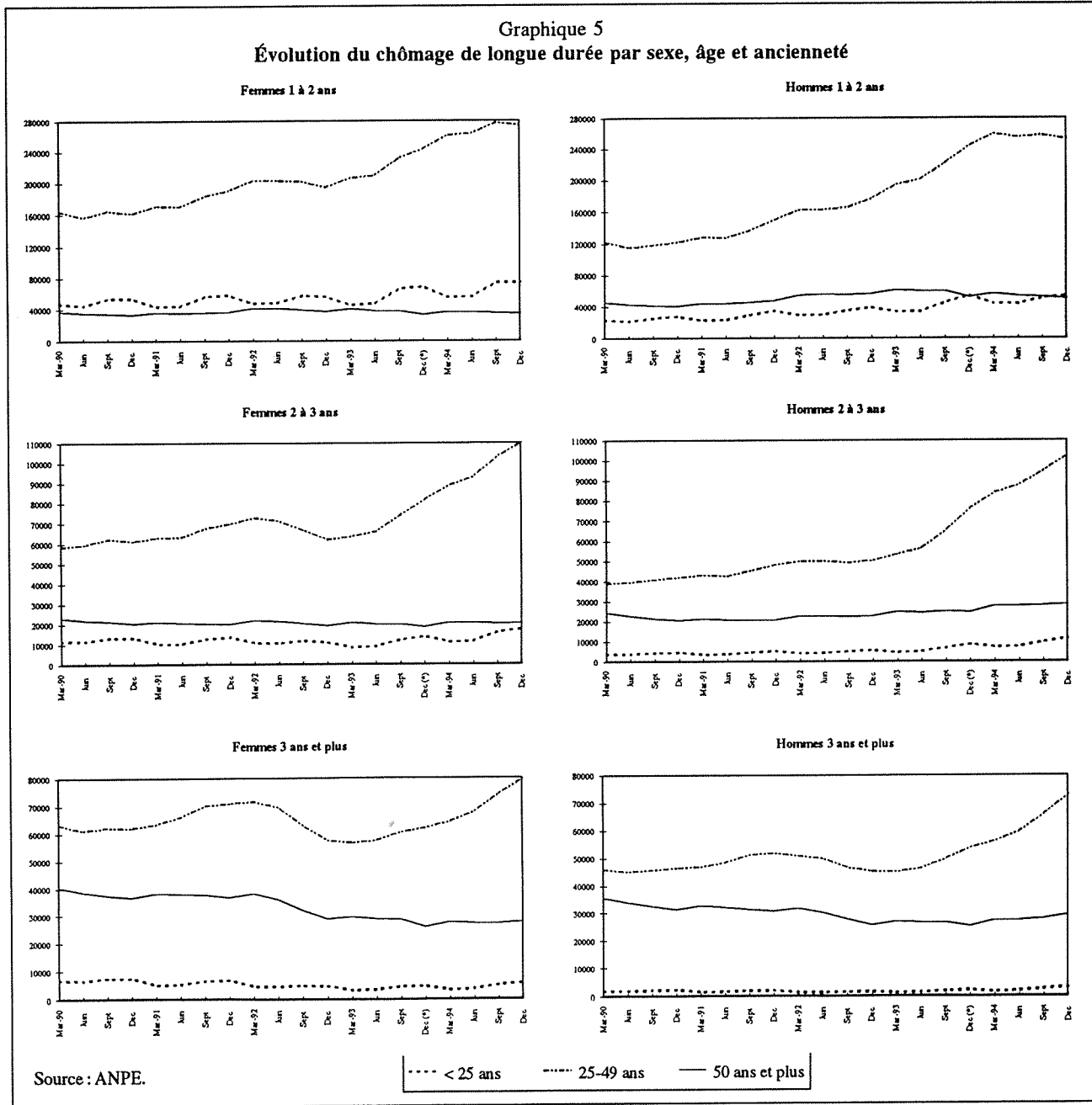
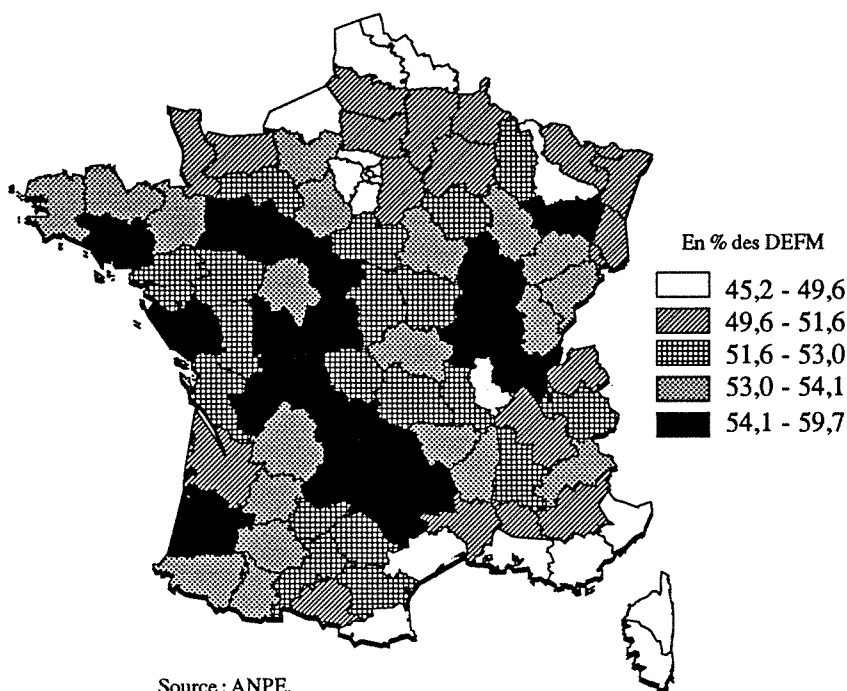


Tableau 3  
Taux de chômage par sexe  
dans les différents pays,  
en moyenne 1994

	Femmes	Hommes
Allemagne .....	10,1	7,1
Belgique .....	13,0	8,0
Danemark .....	11,0	9,6
Espagne .....	31,4	19,7
Finlande .....	16,7	19,9
France .....	14,6	10,7
Grèce (1993) .....	15,0	6,1
Irlande .....	15,8	14,8
Italie .....	15,7	8,9
Luxembourg .....	4,0	3,1
Pays-Bas .....	9,5	6,4
Portugal .....	7,9	6,1
Royaume-Uni .....	7,2	11,3
Suède .....	8,2	11,2
C.E.E. (à 15) .....	12,8	10,1
Etats-Unis .....	6,0	6,1
Canada .....	10,4	11,3
Japon .....	3,0	2,8

Source : Eurostat ou OCDE pour les 3 derniers pays.

Part des femmes dans les DEFM en décembre 1994  
Données brutes, catégorie 1



Source : ANPE.

La spécificité britannique se retrouve, mais à un degré moindre, en Suède, en Finlande et au Canada alors qu'aux Etats-Unis et au Japon, taux masculin et féminin sont très proches. Mais d'un pays à l'autre, la frontière entre chômage et inactivité (plus ou moins contrainte) varie en fonction des réglementations, en matière d'inscription au chômage et d'indemnisation notamment, mais aussi des normes sociales. Ainsi la relative faiblesse du chômage féminin au Royaume-Uni peut aussi bien signifier que le marché du travail y est moins discriminant qu'ailleurs en Europe, ou bien que les femmes y sont moins reconnues comme susceptibles d'exercer une activité professionnelle et donc de se déclarer comme chômeuses.

Nathalie BOURDON,  
Stéphanie LEMERLE,  
Olivier MARCHAND  
(DARES).

#### Pour en savoir plus

INSEE et Service des Droits des Femmes : «Les femmes», *Contours et caractères*, février 1995.

DARES et Service des Droits des Femmes : «L'emploi des femmes», *Document Travail et Emploi*, actes de la journée d'études du 4 mars 1993.

INSEE : Bilan Formation - Emploi, Economie et Statistique, n° 277-278, 1994 - 7/8.

O. Marchand : «Les groupes sociaux face au chômage : des atouts inégaux», in *La Société Française, Données Sociales*, Insee 1993.

M. Tomasini : «Hommes et Femmes sur le marché du travail 1973-1993», *Insee-Première*, n° 324, juin 1994.

C. Abrossimov : «Premier bilan de la politique de l'emploi en 1994», *Premières Informations*, n° 449, février 1995.

P. Briant, S. Rimbart et C. Sofer : «Les chiffres-clés du travail féminin. Bilan 1975-1992», *Dossiers statistiques*, n° 2-3, DARES, septembre 1994.

C. Aubin et H. Gisserot : «Les femmes en France : 1985-1995», Rapport établi par la France en vue de la 4<sup>ème</sup> Conférence mondiale sur les femmes, La Documentation Française, Paris, 1994.